



Convention on Biological Diversity

Distr.
GENERAL

UNEP/CBD/WG8J/8/INF/1/Add.1
23 September 2013

FRENCH AND SPANISH ONLY

AD HOC OPEN-ENDED INTER-SESSIONAL
WORKING GROUP ON ARTICLE 8(j) AND
RELATED PROVISIONS OF THE
CONVENTION ON BIOLOGICAL
DIVERSITY

Eighth meeting
Item 3 of the provisional agenda*
Montreal, 7-11 October 2013

COMPILATION OF VIEWS ON PARTICIPATION OF INDIGENOUS AND LOCAL COMMUNITIES IN THE IMPLEMENTATION OF ARTICLE 8(j)

Addendum

Note by the Executive Secretary

INTRODUCTION

1. As requested by the Conference of the Parties in paragraph 3 of decision XI/14 A, the Executive Secretary is circulating herewith, for the consideration of participants in the eighth meeting of the Ad Hoc Open-ended Inter-Sessional Working Group on Article 8(j) and Related Provisions, additional views and comments received from the Governments of Guinea-Bissau and Mexico, to assist the Working Group in its discussions regarding participation of indigenous and local communities in the work of the Convention and implementation of Article 8(j) at national and subnational levels.
2. Submissions have been reproduced in the form and languages in which they were provided to the Secretariat.

* UNEP/CBD/WG8J/8/1.

SUBMISSIONS

*Submissions from Parties***Guinea-Bissau**

Bissau, le 02 juillet 2013

Objet: Contribution du pays à la mise en œuvre du Programme de travail sur l'article 8-j) et soumission d'informations à la préparation de la 3^e réunion du Comité Intergouvernemental sur le Protocole de Nagoya

Dans le domaine de la création des aires protégées et maintenant dans sa mise en œuvre, le pays est en train de respecter, préserver et maintenir les connaissances traditionnelles des communautés locales, raisons pour lesquelles les aires protégées sont en train de fonctionner de façon satisfaisante jusqu'à présent.

Dans le cadre des progrès dans la mise en œuvre de l'article 8(j) et des dispositions connexes, le pays a l'honneur d'informer que dans les zones classées comme sacrées comprennent les arbres, les fleuves les plages et les forêts sacrées ; ces aires peuvent être du domaine de l'initiation des hommes ainsi que des femmes, aires d'intronisation des rois, routes pour les âmes, etc. Tous ces espaces font partie des zones de reproduction socioéconomiques ; dans leur globalité, ces aires intègrent un système traditionnel de gestion, que permet la conservation des aires sensibles, créer des aires sensibles, créer des espaces de réserve ainsi que pour la protection de quelques espèces clés, emblématiques et mêmes celles menacées d'extinction.

Dans la Reserve de Biosphère Bolama-Bijagos, quelques aires, soit forestières, soit de plages, ainsi que des îles et des ilots, qui pour être considérés sacrés, présentant même une variété des ressources pour l'exploitation ne peuvent pas être habitées, ni propres à la pratique des activités économiques ; peuvent être objet seulement d'une exploitation périodique et à petite échelle.

La fonction principale de ces zones est pour la réalisation de certains rituels, tels que ceux de l'initiation. Son accès est permis seulement aux gens ayant accompli leurs obligations cérémonielles.

Le processus de création des aires protégées a pris en considération le facteur humain, historique et social tout en considérant la population en tant que partie intégrante de l'environnement qui l'entoure. Dans ce contexte, les aires sacrées identifiées par leur importance écologique et socioculturelle, surtout en terme de reproduction spirituelle des sociétés locales, et par conséquent avec les restrictions définies par la culture et les traditions locales ont été incorporées comme zones centrales ou noyaux dans le cadre de zonage et de la réglementation de toutes les aires protégées du pays.

Concernant la dialogue approfondi à être établi sur la connexion des systèmes de connaissances traditionnelles et la science, dans le cadre de l'IPBES, nous sommes du point de vue que les connaissances traditionnelles sont le support et renforcement de la science, dans beaucoup de cas.

N'oublions pas que beaucoup de connaissances empiriques millénaires ont donné un apport significatif à la science.

En ce qui concerne les tâches 7, 10 et 12 de la version révisée du programme de travail pluriannuel, nous appuyons parfaitement la réalisation de ces études, tenant compte que l'élaboration de mécanismes, législations, normes, directives et autres instruments, contribueront à la bonne implémentation du Protocole de Nagoya.

S'agissant du dialogue sur les systèmes qui génèrent pour la protection des connaissances traditionnelles, le Projet de décret sur la valorisation de la diversité biologique, des connaissances traditionnelles et des œuvres artisanales et artistiques de Guinée-Bissau se propose dans les articles 6 à 8, à protéger, promouvoir et préserver les connaissances traditionnelles.

Dans les pays en développement, notamment en Afrique, il est difficile de constater l'enregistrement des mémoires et d'autres informations sur l'utilisation coutumière durable, tenant compte du niveau d'instruction des communautés autochtones et locales, raison pour laquelle il est pertinent d'élaborer un plan d'action dans ce domaine.

En ce qui concerne la décision XI/14G, relative aux recommandations du forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones à la Convention sur la diversité biologique, à simple vue nous sommes amenés à penser que le terme « peuples autochtones » qualifie les communautés qui se sont installées en premier dans une localité précise, et sont en fait les détenteurs des droits fonciers traditionnels et/ou juridique de cet espace en question. Par contre, « les communautés locales » sont des communautés qui se sont installées à posteriori dans un espace déterminé, peu importe la durée de sa permanence, tenant compte qu'ils ne sont pas les premiers à s'installer dans cet endroit.

Pour ce qui y est de la Notification 2013-037, relative à la réunion du Comité Intergouvernemental sur le Protocole de Nagoya, la Guinée-Bissau adhère à la position du groupe africain concernant la discussion « on line » sur l'article 10, à la suite de la réunion à laquelle le pays a participé, qui a eu lieu du 13 au 15 du mois de mai de cette année à Addis Abeba.

En ce que concerne les informations et points de vue sur la préparation de la 3^e réunion du Comité intergouvernemental, la Guinée-Bissau sera en mesure de présenter ses modèles des clauses contractuelles, le code de conduite, les lignes directrices et d'autres instruments, après avoir validé le Projet de règlement national sur l'utilisation des ressources biologiques.

Relativement à l'état de l'implémentation du Protocole de Nagoya, cet instrument se trouve dans sa dernière étape, à la Présidence de la République pour l'effet de promulgation.

Nous avons le plaisir de vous informer que d'ici à la Cérémonie des Traités, en marge de l'Assemblée Générale des Nations Unies, notre délégation officielle participera à cet événement, et procèdera à la déposition de l'instrument de ratification du Protocole de Nagoya.

Mexico**COMENTARIOS DE MÉXICO:**

Considerando que algunas de las tareas del Programa de Trabajo han tenido que ser aplazadas, ya sea por estar a la espera de la finalización de otras en curso, o bien, en por estar sujetas a su avance o evolución, México estima que se deberían reenfocar las actividades del Grupo de Trabajo sobre Artículo 8j del Convenio sobre Diversidad Biológica, en el cumplimiento de una o dos tareas específicas; toda vez que al existir muchas tareas en curso se dificulta su implementación a nivel nacional.

Asimismo, el hecho de que el Grupo de Trabajo sobre Artículo 8j se reúna cada dos años, por un período de cinco días de trabajo, impide una continuidad y evaluación de sus alcances y resultados.

México ha sido difundido, a través de la Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI), el contenido del Código de Conducta Ética Tkarihwaié:ri, así como de las Directrices Akwé: Kon, particularmente entre los representantes indígenas del Consejo Consultivo de dicha Comisión¹. Sin embargo, nuestro país considera necesaria la capacitación en el contenido de estas dos importantes herramientas, por lo sugiere al Secretariado Ejecutivo del Convenio sobre Diversidad Biológica que organice talleres regionales dirigidos tanto a representantes de las comunidades indígenas y locales, como de los Estados Parte, a fin de enfatizar los aspectos más importantes para su aplicación en el ámbito nacional.

Por otro lado, el Grupo de Trabajo sobre Artículo 8j ha sido un espacio idóneo para compartir buenas prácticas con otros Estados Parte respecto al ejercicio del derecho a la consulta de los pueblos y comunidades indígenas.

En México, el derecho a la consulta ha tenido avances al impulsarse diversos esfuerzos en el Poder Legislativo para reglamentarlo, esto debido a que la obligación de consultar a los pueblos y comunidades indígenas prevista en el artículo 2° de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, se ve ampliada con la reforma Constitucional al artículo 1°, por lo que los

¹ Se destaca que esta Comisión cuenta con un Consejo Consultivo, el cual por mandato de Ley, está integrado mayoritariamente por indígenas (140 consejeros integrantes de los 68 pueblos indígenas de México), constituyéndose como un órgano colegiado y plural a través del cual, la CDI busca entablar un diálogo constructivo e incluyente con los pueblos indígenas y la sociedad. El objetivo de este Consejo es "analizar, opinar y hacer propuestas a la Junta de Gobierno y a la Directora General de la Comisión, sobre las políticas, programas y acciones públicas para el desarrollo de los pueblos indígenas".

artículos relativos a este derecho, contenidos en el Convenio 169 de la Organización Internacional del Trabajo (OIT) sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes se incorporan de lleno a la Constitución.

De igual manera, la CDI cuenta con el Sistema de Consulta Indígena, el cual fue creado en el año 2005 por el Consejo Consultivo de la dicha Comisión, que consiste en un conjunto de procedimientos y acciones que permiten conocer, promover, enriquecer, registrar, sistematizar y reintegrar las opiniones, sugerencias, recomendaciones y decisiones emitidas por los pueblos y comunidades indígenas.

Entre las consultas que se han aplicado a través de este Sistema de Consulta Indígena, se destaca la relativa a los **Mecanismos para la Protección de los Conocimientos Tradicionales, Expresiones Culturales, Recursos Naturales, Biológicos y Genéticos de los Pueblos Indígenas**, sobre la cual se reportaron avances en el 6° y 7° periodos de sesiones del Grupo de Trabajo sobre Artículo 8j. Para su 8° periodo de sesiones, que tendrá verificativo del 7 al 11 de octubre de 2013, se compartirá el Informe final de esta Consulta.

Debido a los nuevos retos que representa garantizar el derecho a la consulta y la obtención del consentimiento libre, previo e informado, y ante la falta de legislación que establezca un procedimiento y las bases para llevar a cabo consultas a la población indígena, **la CDI elaboró un protocolo de Consulta Indígena** que actualmente cuenta con personal experto, en cumplimiento de los estándares internacionales en la materia. Asimismo, se instaló en el Consejo Consultivo de la CDI una mesa específica para diseñar dicho protocolo, el cual fue aprobado en su trigésima tercera sesión ordinaria en febrero de 2013.

Con respecto a las tareas 1, 2 y 4, México considera lo siguiente:

Órganos de Participación Ciudadana

México cuenta, por conducto de Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (SEMARNAT), desde 1995 con órganos de participación ciudadana. A partir de 2008 se crearon 32 Consejos Consultivos Núcleos, que corresponden a cada una de las 32 entidades federativas que componen la República Mexicana. Estos consejos consideran la participación de 18 ciudadanos, divididos por sectores sociales, dentro de los cuales se encuentra el sector de Pueblos y Comunidades Indígenas de manera permanente.

Actualmente, la SEMARNAT cuenta con 11 órganos de participación ciudadana. En los últimos años ha existido un esfuerzo de revisión de los reglamentos de cada uno de los órganos de participación para garantizar la participación de los pueblos y comunidades indígenas. Como resultado, los consejos y comités ciudadanos sobre Desarrollo Sustentable, Educación Ambiental, Forestal, Humedales y Bosques y Clima; cuentan en sus estructuras con espacios de representación de pueblos y comunidades indígenas.

Dichos consejos y comités ciudadanos son un espacio para el intercambio de ideas y opiniones, así como para generar recomendaciones a la SEMARNAT para el diseño, la implementación y la evaluación de las políticas ambientales. Por esta razón, en la participación de los pueblos y comunidades indígenas se considera prioritario el enfoque de género.

Los consejeros del sector indígena que participan en estos órganos de participación ciudadana

reciben constante información y formación en materia de derechos indígenas y medio ambiente con el objetivo de mejorar sus capacidades de intervención. Adicionalmente se realizan foros de trabajo, con enfoque de género, con pueblos indígenas cuyos territorios tienen alto valor por la conservación de la biodiversidad a fin de impulsar su participación en los órganos de participación ciudadana.

Institucionalización de la perspectiva de atención diferenciada a pueblos y comunidades indígenas en la SEMARNAT.

De 2007 a 2012 la SEMARNAT diseñó e implementó instrumentos ~~normativos~~, de capacitación y formación para fomentar una cultura de respeto y bajo un enfoque de atención diferenciada a pueblos y comunidades indígenas en el sector ambiental. Por otro lado se impulsó y se realizó la revisión y seguimiento al funcionamiento de los instrumentos de política ambiental, a fin de promover la participación efectiva de los pueblos y comunidades indígenas en su planificación y desarrollo.

En relación al seguimiento a los acuerdos y tratados internacionales en materia de pueblos indígenas y medio ambiente, se impulsó la realización de Consultas a Pueblos Indígenas para generar los documentos de posición del país en los foros correspondientes; se promovieron iniciativas de reformas a la legislación ambiental para su cumplimiento; además se buscó fortalecer los temas de derechos indígenas y Medio Ambiente en materia de Propiedad Intelectual, recursos genéticos y conocimientos tradicionales asociados.

Respecto de otras tareas que no son responsabilidad de las Partes o ya se consideran terminadas, se informa lo siguiente:

La implementación del derecho a la Consulta y al Consentimiento Libre, Previo e Informado en las actividades del sector ambiental.

En México, a mediados de 2011 se realizó una reforma constitucional en materia de derechos fundamentales, que establece que el ordenamiento jurídico mexicano tiene dos fuentes primigenias: a) Los derechos fundamentales reconocidos en la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos; y b) Todos aquellos derechos humanos establecidos en tratados internacionales de los que el Estado mexicano sea parte; además deberá atender a criterios que favorezcan al individuo o colectividad, lo que se ha denominado principio *pro persona*.

En el marco de lo anterior, la SEMARNAT, a través de la Dirección de Pueblos Indígenas, está desarrollando un programa de trabajo orientado a la implementación del derecho a la Consulta y al Consentimiento Libre, Previo e Informado en todas sus unidades administrativas y órganos desconcentrados.

Con este fin, ha generado tres documentos orientadores basados en el Convenio 169 sobre Pueblos Indígenas y Tribales en Países Independientes de la Organización Internacional del Trabajo y la Declaración de Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas, para: 1) la realización de consultas, 2) la obtención del Consentimiento Libre, Previo e Informado, y 3) la elaboración de términos de mutuo acuerdo; los cuales se han sometido a un proceso de consulta al interior de la Secretaría y con representantes de los pueblos y comunidades indígenas.

Actualmente se están elaborando los protocolos de Consulta Indígena específicos para cada una de las áreas que conforman a la SEMARNAT. Para el caso de los procesos de evaluación de

impacto ambiental y de los cambios de uso de suelo en materia forestal, ya se están desarrollando las consultas indígenas siempre que se puedan afectar las tierras, territorios, bienes culturales, intelectuales, religiosos o espirituales de los pueblos y comunidades indígenas.

Fortalecer la utilización de los conocimientos tradicionales.

En el marco del Programa de Pueblos Indígenas y Medio Ambiente 2007 – 2012, la SEMARNAT ha impulsado el otorgamiento de subsidios de formación y capacitación para proyectos orientados al rescate, fortalecimiento y desarrollo de los conocimientos, prácticas y tecnologías tradicionales a nivel nacional. En el período referido se apoyaron 183 proyectos por un monto de 17,373,119 pesos beneficiando a 6,372 personas pertenecientes a los 68 pueblos indígenas existentes en México.

En el marco del fortalecimiento de los conocimientos tradicionales se realizaron reuniones para el intercambio de experiencias y conocimientos entre pueblos indígenas de México, Estados Unidos y Canadá, y se publicó el “Mensaje del Espíritu Viviente” el cual fue difundido entre servidores públicos y pueblos indígenas de los tres países.

A fin de recuperar y fortalecer los conocimientos espirituales asociados al medio ambiente, se realizaron tres encuentros de sanación para la Madre Tierra, los cuales fueron diseñados por líderes espirituales indígenas.

4. *Exhorta a las Partes a integrar completamente la Meta 18 de Aichi para la Diversidad Biológica, en las versiones revisadas y actualizadas de sus estrategias y planes de acción nacionales en materia de biodiversidad y en otros planes regionales y locales pertinentes, respetando los conocimientos tradicionales y las prácticas consuetudinarias pertinentes para la conservación y utilización sostenible de la diversidad biológica, y a informar sobre los avances en sus quintos informes nacionales haciendo uso de los indicadores pertinentes;*

COMENTARIOS DE MÉXICO:

En septiembre de 2012 la SEMARNAT llevó a cabo un “Taller para el Establecimiento de Metas Nacionales relacionadas con el Convenio de la Diversidad Biológica” el objetivo de formular metas nacionales alineadas con las 20 metas de Aichi. Los resultados del taller en mención serán insumos para la generación del Programa Sectorial de Medio Ambiente y Recursos Naturales, y posteriormente el Programa de Pueblos Indígenas y Medio Ambiente.

XI/14/B. Mecanismos para la participación de las comunidades indígenas y locales en la labor del Convenio.

9. *Invita a los gobiernos a que faciliten y estimulen el uso de los medios de comunicación nacionales y locales y a que garanticen la creación de un entorno propicio para que las comunidades indígenas y locales puedan acceder a tales instrumentos y utilizarlos;*

COMENTARIOS DE MÉXICO:

México cuenta, a través la Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI),

con el *Proyecto Apoyo a Proyectos de Comunicación Indígena* cuya finalidad es apoyar a comunicadoras y comunicadores indígenas en la realización de proyectos de capacitación y producción para medios de comunicación que fomenten y promuevan el uso de las lenguas indígenas, en los medios impresos, electrónicos y cibernéticos, contribuyendo así a la recuperación, preservación e innovación de sus culturas.

Los apoyos que se otorgan a través de este Proyecto, son en los siguientes rubros:

- Audio y video: producción de cápsulas y programas, en lengua indígena o de manera bilingüe.
- Editorial: edición, producción y difusión de publicaciones impresas, en lengua indígena o de manera bilingüe.
- Internet: realización, diseño y construcción de páginas Web, en lengua indígena o de manera bilingüe.
- Capacitación: formación y fortalecimiento de capacidades en el manejo de aspectos técnicos de comunicación.

Asimismo, se destaca que la CDI cuenta con el *Sistema de Radiodifusoras Culturales Indigenistas* cuyo objetivo es coadyuvar al fortalecimiento de las culturas indígenas del país, a través de sus 21 emisoras AM y 7 FM; de igual manera, busca ser un medio de comunicación que apoye la difusión de los derechos de los pueblos y comunidades indígenas, en cumplimiento al derecho que tienen éstos a ser informados en su propia lengua, convirtiéndose en un medio para la promoción del uso de las lenguas y de su fortalecimiento.

Finalmente, la SEMARNAT tiene contemplado el desarrollo de un espacio en su página de internet dirigido a pueblos y comunidades indígenas para la generación de un portal de información e intercambio de experiencias sobre buenas prácticas en la conservación de la biodiversidad y los conocimientos, prácticas y tecnologías asociadas.

10. *Pide asimismo* al Secretario Ejecutivo que, sujeto a la disponibilidad de recursos financieros, continúe desarrollando, actualizando y traduciendo los diversos mecanismos electrónicos de comunicación, incluidos la página de inicio sobre el artículo 8.j) y el Portal de información sobre conocimientos tradicionales, y que en la siguiente reunión del Grupo de Trabajo sobre el artículo 8.j) y disposiciones conexas informe acerca de los progresos alcanzados, e *insta a las Partes e invita a los gobiernos* a que brinden apoyo para la traducción de documentos esenciales del Convenio sobre la Diversidad Biológica a los idiomas nacionales y locales con el fin de brindar apoyo al Secretario Ejecutivo en estas tareas;

COMENTARIOS DE MÉXICO:

El desarrollo del portal referido en el punto anterior, pretende realizarse en los idiomas indígenas nacionales mayoritarios, para ello, la SEMARNAT establecerá el contacto con las instituciones y organizaciones indígenas correspondientes.

12. *Invita a las Partes* a que compartan información sobre leyes, políticas, programas y demás iniciativas y medidas nacionales y, según proceda, protocolos, relativos a la aplicación del artículo 8.j) y disposiciones conexas, así como sus experiencias de aplicación, y *pide* al Secretario Ejecutivo que la dé a conocer a través del Portal de información sobre conocimientos tradicionales;

COMENTARIOS DE MÉXICO:

A través de la Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI), es que

México cuenta con el *Proyecto Manejo y Conservación de Recursos Naturales en Zonas Indígenas*, el cual tiene por objetivo que la población indígena conserve sus recursos naturales a través de la operación de proyectos de manejo sustentable, apoyados de manera conjunta por dependencias y entidades de la Administración Pública Federal; Estatal y Municipal, que permitan potenciar recursos y esfuerzos a fin de coadyuvar en el desarrollo de las comunidades indígenas y contribuir al mantenimiento de la biodiversidad, del entorno natural y de los recursos naturales en sus territorios y regiones.

Dicho Proyecto, al 31 de diciembre de 2012, ejerció 36.9 millones de pesos, de los cuales 35.8 millones permitieron apoyar, mediante 91 convenios de concertación con igual número de núcleos agrarios, organizaciones de la sociedad civil o grupos de trabajo indígenas, la ejecución 91 proyectos de recuperación, reforestación, rescate y conservación de áreas naturales, beneficiando a 20,505 indígenas (8,508 son mujeres), ubicados en las siguientes Entidades Federativas: Baja California, Campeche, Chihuahua, Durango, Estado de México, Guanajuato, Guerrero, Hidalgo, Jalisco, Michoacán, Nayarit, Oaxaca, Puebla, Querétaro, Quintana Roo, San Luis Potosí, Sinaloa, Sonora, Veracruz y Yucatán. El resto del recurso corresponde a gastos de operación del Proyecto.

Se destacan las siguientes acciones conseguidas en el año 2012:

- Se logró el apoyo de 16 proyectos que se encuentran dentro de los municipios con menor Índice de Desarrollo Humano (IDH), ubicados en los estados de Durango (3), Guerrero (1), Nayarit (1), Oaxaca (2), Puebla (1) y Veracruz (8).
- Se logró promover una mayor participación de la mujer dentro de las actividades de conservación, alcanzando que en el 82.4% de los proyectos apoyados, exista la intervención de la mujer.

Asimismo, se destaca la participación del señor Margarito Caamal May, indígena maya del Estado de Quintana Roo y representante del Consejo Consultivo de la CDI, en el *Taller Regional para comunidades indígenas y locales de la región América Latina y el Caribe sobre los Artículos 8 j), 10 c) del CDB y disposiciones relativas al Protocolo de Nagoya sobre Acceso a los Recursos Genéticos y Participación Justa y Equitativa en los Beneficios que se deriven de su utilización* (Asunción, Paraguay; 17-18/VIII/12).

Derivado de esta participación, el señor Caamal May buscará trabajar en el seno del Consejo Consultivo, en específico en el Grupo de trabajo de medio ambiente y recursos naturales, en propuestas que busquen promover:

- a. Leyes que exijan respeto y la preservación de los conocimientos tradicionales, al igual que las prácticas y costumbres de vida de las comunidades indígenas y locales.
- b. Leyes que no permitan la explotación comercial de los conocimientos, innovaciones y prácticas culturales de los pueblos y comunidades indígenas, sin el consentimiento de sus poseedores. Que su aplicación y negociación sea con la aprobación y la participación de quienes poseen dichos conocimientos, a fin de que los beneficios que se obtengan se compartan equitativamente.
- c. Que se aprueben presupuestos adecuados para la elaboración de estudios y talleres de capacitación, que permitan la concientización en la conservación y utilización sustentable

y sostenible de la diversidad biológica.

La SEMARNAT, a través de la Dirección de Pueblos Indígenas de la Unidad Coordinadora de Participación Social y Transparencia, inició en el primer trimestre de 2013 un plan de trabajo para la atención al derecho a la Consulta y al Consentimiento Libre, Previo e Informado de los pueblos y comunidades indígenas en el sector ambiental.

El plan de trabajo se centra en dos áreas de atención fundamentales: a) la capacitación y la formación de habilidades en las y los servidores públicos para la observancia de los derechos referidos y b) el desarrollo de mecanismos específicos para garantizar su ejercicio en los actos administrativos, la implementación de los instrumentos de política ambiental y en las políticas, los programas, proyectos o acciones emprendidas por las unidades administrativas y los órganos desconcentrados de la SEMARNAT.

En su primera fase, el plan de trabajo implicó la generación de tres documentos base denominados: 1) Lineamientos generales para la realización de consultas a pueblos y comunidades indígenas en el sector ambiental, 2) Lineamientos generales para la obtención del Consentimiento Libre, Previo e Informado de pueblos y comunidades indígenas, y 3) Lineamientos generales para la elaboración de Términos de Mutuo Acuerdo con pueblos y comunidades indígenas. Estos documentos contienen información sobre lo que es la Consulta, el Consentimiento Libre, Previo e Informado y los Términos de Mutuo Acuerdo, su fundamentación jurídica, las obligaciones a cumplir por parte de las autoridades ambientales, así como sus formas de aplicación.

En la segunda fase los documentos base están siendo presentados al personal de las unidades administrativas y los órganos desconcentrados de la SEMARNAT a nivel nacional, así como de organizaciones y representantes de pueblos indígenas, con el objetivo de contar con el análisis, la opinión y las recomendaciones de los actores directamente involucrados en su aplicación.

Una vez completada la fase anterior, se pretende su oficialización y el desarrollo de protocolos de consulta ad hoc para aquellas unidades administrativas y órganos desconcentrados cuyas actividades puedan afectar las tierras, territorios, recursos naturales, bienes culturales, intelectuales, religiosos o espirituales de los pueblos y comunidades indígenas.

Actualmente se han desarrollado consultas indígenas para el proceso de evaluación de impacto ambiental, y se cuentan con los Certificados de Cumplimiento correspondientes. Una vez terminado el proceso, se enviarán al CDB los ejemplos de protocolos y de certificados de cumplimiento a fin de compartir la experiencia de México en la materia.

14. *Invita a las Partes, gobiernos, donantes e instituciones y mecanismos de financiación pertinentes a que contribuyan generosamente al Fondo voluntario para facilitar la participación de las comunidades indígenas y locales en la labor del Convenio (Fondo fiduciario VB);*

COMENTARIOS DE MÉXICO:

México contribuye de manera voluntaria, a través la Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI), desde el año 2006, al *Fondo de Contribuciones Voluntarias de las Naciones Unidas para las Poblaciones Indígenas*, el cual tiene por objetivo prestar asistencia financiera a los representantes de las comunidades y organizaciones de los pueblos indígenas,

para que participen en los periodos de sesiones del Foro Permanente para las Cuestiones Indígenas; del Mecanismo de Expertos sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas; y en los periodos de sesiones del Consejo de Derechos Humanos y de los Órganos creados en virtud de los Tratados de Derechos Humanos de la Organización de las Naciones Unidas (ONU), y recientemente, se decidió ampliar el mandato de este Fondo a fin de que pueda ayudar, de manera equitativa, a los representantes de los pueblos, las organizaciones, las instituciones y las comunidades indígenas a participar en la Conferencia Mundial sobre los Pueblos Indígenas (Nueva York, EUA; 22-23/IX/2014), incluido el proceso preparatorio, de conformidad con la reglamentación pertinente.

Asimismo, la CDI efectúa, desde la misma fecha, contribuciones al *Fondo Específico para apoyar la elaboración de la Declaración Americana sobre los Derechos de los Pueblos Indígenas*, que tiene por objetivo apoyar financieramente la participación de los representantes de los pueblos indígenas en el proceso de elaboración de dicha Declaración.

Por su parte, la CDI financia la participación del representante de su Consejo Consultivo designado para asistir como integrante de la Delegación Mexicana, en los periodos de sesiones del Grupo de Trabajo sobre Artículo 8j del Convenio sobre Diversidad Biológica.

Finalmente, la SEMARNAT pretende generar un fondo específico para la participación de sus consejeros indígenas.

XI/14/D. Tarea 15. Desarrollo de directrices sobre prácticas óptimas para la repatriación de los conocimientos indígenas tradicionales pertinentes a la conservación y utilización sostenible de la diversidad biológica.

3. *Invita* a las Partes, otros gobiernos, organizaciones internacionales pertinentes, organizaciones no gubernamentales y organizaciones de las comunidades indígenas y locales a presentar al Secretario Ejecutivo información sobre prácticas óptimas nacionales y/o internacionales pertinentes a la tarea 15;

COMENTARIOS DE MÉXICO:

La SEMARNAT considera que el tema de la repatriación de los conocimientos tradicionales pertinentes a la conservación y utilización sostenible de la diversidad biológica es un tema complejo y de difícil aplicación dada la dispersión y difusión geo-cultural de los mismos, así como la dificultad para su identificación. Más que repatriación, se considera que se habría de generar su reconocimiento como una aportación de los pueblos y comunidades indígenas para la conservación de la diversidad biológica y concentrarse en la protección de los conocimientos que están en posesión de los pueblos indígenas contemporáneos, así como el establecer los mecanismos para reparto de beneficios derivado de su utilización.